

Les migrations estudiantines algériennes et le rôle des parents Algerian student migration and the role of parents

BELHOCINE Hassina Houa*

Aix-Marseille Université, CNRS, AMU, MESOPOLHIS, Aix-en-Provence, France

hbelhocine2001@yahoo.fr

تاريخ القبول: 2022/06/26

تاريخ الاستلام: 2022/06/15

Résumé :

Dans ce présent article, nous traiterons d'une partie des résultats d'une enquête sociologique menée en octobre 2019. Celle-ci dévoile l'implication des parents dans les projets migratoires des étudiants algériens. A cet effet, nous y mettrons l'accent sur le rôle des institutions de socialisation primaires qui sont l'école et la famille, dans un contexte algérien d'aujourd'hui marqué par des mutations diverses.

Mots clés : Algérie ; étudiants ; migration ; parents ; aujourd'hui.

Abstract:

In this article, we will deal with some of the results of a sociological survey that was conducted in October 2019. This one reveals the involvement of parents in the migration projects of Algerian students. In this regard, we will emphasize the role of the primary socialization institutions. which are the school and the family, in an Algerian context today marked by various changes.

Keywords: Algeria; Students; Migration; Parents; today.

Introduction :

Dans un monde interconnecté, les biens, les informations, les technologies, les normes et les personnes circulent et s'influencent mutuellement. Ces incrustations sont de vecteurs d'enjeux et de changements sociétaux accélérés à travers tous les coins de la planète. Dans ce contexte général, l'enseignement supérieur dans les sociétés de savoirs d'aujourd'hui a atteint un niveau sans précédent et devient un enjeu majeur pour les sociétés, les institutions, les

* - Correspondent auteur.

Les migrations estudiantines algériennes et le rôle des parents

pays et les individus. En effet, l'éducation en général constitue un vecteur de développement et de bien-être pour les personnes aussi bien que pour les sociétés. L'enseignement supérieur et l'éducation en général reflètent le degré de croissance et de cohésion des sociétés et le niveau de satisfaction et de bien-être des personnes. Dans la société de savoir d'aujourd'hui, l'enseignement supérieur est à la base de la formation du capital humain nécessaire à la maîtrise des technologies, à la croissance économique, à la création de richesses et à l'attraction des investisseurs étrangers.

L'Algérie, à l'image de beaucoup de pays anciens colonisés, connaît depuis notamment le début des années quatre-vingt, une massification grandissante de son enseignement supérieur. Celle-ci est attribuable à la fois à l'explosion démographique et à la politique de la scolarisation gratuite et obligatoire adaptée par l'Algérie depuis son accès à l'indépendance en 1962. Selon l'office national algérien des statistiques (l'ONS, 2019) la population algérienne est de 44,7 Millions d'habitants au 1er Janvier 2021. D'après le conseil national économique et social algérien (Cnes-Pnud, 2016) : « d'ici 2025, le volume des 0-14 ans connaîtra une augmentation substantielle de 2 millions supplémentaires, ce qui est de nature à préserver le caractère de jeunesse de la population algérienne pour bien des décennies encore ». L'Algérie est de ce fait, une société jeune et les effectifs de ses étudiants seront toujours en hausse sur des années et le nombre des diplômés va encore augmenter. Cela va engendrer une amplification des demandes et des besoins spécifiques à cette catégorie de la population jeune et exigeante. En effet, des besoins socio-économiques, politiques, culturels, sportifs et de loisirs sont à satisfaire pour que ces jeunes s'insèrent harmonieusement dans la société et contribuent à son développement. Dans la situation où, ces contingents de jeunes diplômés ne sont pas bien pris en charge et ne sont pas satisfaits de leurs vécus dans leur société d'origine et qu'ils ne voient pas de perspectives d'avenir et de bien-être prévisible dans leur propre pays, ils réfléchiront à l'émigration ou cas échéant, ils se verseront dans la perversion ou la révolution qui déstabiliseront la société. Les événements du « *hirak* » qui se sont déclenchés en Algérie en début de l'année 2019 sont un exemple de soulèvement, où les jeunes se sont insurgés contre le régime pour demander le changement. Ils se positionnaient même comme acteurs et se donnaient des projets et affichaient sur des banderoles : « Vous êtes le passé même si vous êtes inscrits dans la

durée, nous sommes l'avenir même s'il est encore loin ». Des graffitis très significants comme : « Nos corps sont en Algérie, nos âmes sont en Europe ».

Dans cette situation sociodémographique spécifique et dans la conjoncture actuelle de crise multidimensionnelle qui marque l'Algérie, deux faits marquants nous ont incités à choisir la thématique de recherche concernant le phénomène migratoire des étudiants algériens d'aujourd'hui. En premier lieu, les migrations étudiantes algériennes spontanées et libres ne cessent d'augmenter et leur trajectoire est vers le Nord vers la France en particulier. En second lieu, ces flux migratoires des étudiants ne semblent pas intéresser ni les chercheurs ni les politiques. Certes, des articles de presse à chaque rentrée universitaires affluent pour exhiber des chiffres alarmants sur le phénomène. Néanmoins, ces chiffres ne disent rien sur les migrants, leurs logiques, leurs aspirations, leurs vécus, leurs stratégies et leurs projets...etc. Ce silence radio nous mène à réfléchir aux propos de Hocine Labdelaoui (1997) :

« On ne peut en aucun cas exclure l'hypothèse d'une méconnaissance intéressée et plus ou moins orchestrée, qu'il convient de rapporter à une politique volontariste exclusivement centrée sur une instrumentalisation -politique et étatique- de cette formation, inscrite dans le cadre des évolutions affectant la répartition de la rente pétrolière ».

Dans cette présente contribution, nous souhaitons rendre compte d'une partie de nos recherches de terrain actuelles sur les migrations des jeunes algériens dans le cadre des études. En effet, nous avons effectué une enquête longitudinale de terrain sur les facteurs qui motivent les étudiants algériens pour aller étudier à l'étranger. Nous voulions analyser ces facteurs mobilisateurs et répondre aux questions suivantes : Qu'est-ce qui motivent ces étudiants à émigrer ? Est-ce que cette migration dans le cadre des études est purement motivée par la qualité des études dans les pays du Nord ? Comment, ces étudiants envisagent d'émigrer vers l'Europe tout en étant conscients des contraintes : réglementaires et politiques limitatives, et d'autres culturelles, administratives, financières ...etc. Est-ce que le projet migratoire de l'étudiant est entièrement libre et décidé par l'étudiant lui-même ou s'appuient-ils sur des réseaux parentaux ou sociaux ?

La méthodologie que nous avons adoptée est liée à la nature de notre projet de recherche qui s'inscrit dans le cadre des enquêtes de terrain. En effet, comme notre recherche traite d'un problème de nature complexe, nous

Les migrations estudiantines algériennes et le rôle des parents

avons pensé à faire un essai de triangulation et à adopter une démarche méthodologique mixte. Karl weick (1979) souligne que : « si une approche méthodologique simple est appliquée dans un contexte complexe, seule une petite partie de la réalité sera révélée ». De son côté Bénédicte Aldebert (2014) pense que : « les méthodes mixtes permettent d'enrichir le design de recherche soit en amont (enrichissement du questionnement), soit en aval (enrichissement des résultats), soit aux deux niveaux (amont et aval) ». La méthode quantitative consiste à collecter un nombre important d'observations pour décrire et/ou expliquer un phénomène ou un comportement, cette approche permet la généralisation des résultats. La méthode qualitative, quant à elle, vise à questionner de façon approfondie à partir d'un nombre plus restreint d'observations. Elle s'intègre dans une démarche compréhensive qui privilégie la connaissance en profondeur d'un phénomène, l'explication des expériences de vie et des parcours concrets et permet la richesse des données. Pour étudier et mieux appréhender un phénomène complexe comme la migration étudiante, on a eu recours à plusieurs approches on peut dire à la triangulation ; Morse, J. M. (1991) définit la triangulation comme suit : « il s'agit d'obtenir des données différentes mais complémentaires sur un même sujet d'étude afin de mieux comprendre le problème de recherche ». Ainsi, une approche multi-située et une triangulation de méthode, de populations, et de temps, nous a permis de cumuler des données pour une meilleure compréhension du phénomène des migrations estudiantine algériennes qui ne cessent d'augmenter.

La problématique liée aux migrations a été considérablement développées depuis les années 1960 et une multitude d'approches se sont succédées à travers le temps. Une des toutes premières approches explicatives des migrations dans les années 1950-60, se concentre sur la prise de décision individuelle (Todaro, 1969, 1971, 1976 ; Harris, 1970 ; Victor Piché, 2016). Selon ce courant, la migration résulte de décisions individuelles et l'accent est mis sur les caractéristiques de l'individu. Pour les tenants de cette approche, la migration est économique et elle résulte de la décision rationnelle de « *l'homos economicus* » qui tend à maximiser son revenu par une émigration vers une zone où l'offre d'emploi est plus grande et les salaires plus élevés. Le migrant selon cette théorie économique classique, est pensé comme un agent rationnel, qui mesure les avantages et les inconvénients, les coûts et les

bénéfices liés au projet migratoire. Ils étudient et comparent les facteurs d'attraction du lieu de destination aux facteurs de répulsion du pays d'origine et prennent des décisions rationnelles en conséquence (Lee 1966 ; Massey *et al.* 1993 ; Portes et Böröcz 1989 ; Sjaastad 1970).

Un autre courant base son modèle sur la diversification des risques au sein de la famille, Stark (1991) avance l'idée qu'en l'absence de marchés intertemporels ou d'assurance, le ménage peut tenter de diversifier les risques qui pèsent sur son revenu en faisant migrer certains de ses membres. Ainsi, en famille, « l'information est meilleure car entièrement internalisée [...] ». L'assurance mutuelle entre les deux parties, du fait de l'altruisme intrafamilial, est probablement assuré de façon plus sûre et plus généreuse » (LAMBERT Sylvie, 1994). Aussi, pour les tenants de la « nouvelle économie des migrations de travail », la décision de migrer est un processus collectif qui implique le migrant et sa famille. Les coûts liés à la migration d'un individu sont importants que les membres de la famille s'entre-aident.

Selon l'approche par réseaux les réseaux de migrants est comme une communauté qui facilite le projet migratoire. Les réseaux jouent un rôle dans la réduction des coûts liés à la migration.

Stark (1978) et Stark et Levhari (1982) partent du constat que les ménages sont exposés à différents types de risque et font l'hypothèse que l'émigration de certains membres constitue un moyen de s'en protéger. Stark et Bloom (1985) introduisent la notion de « stratégie familiale » qui souligne l'interdépendance mutuelle entre le migrant et sa famille. La migration est alors analysée au niveau du ménage et revêt un caractère de « sécurité sociale ». On parle alors de capital de parenté et de capital social migratoire. Les réseaux constituent des facteurs médiateurs entre les facteurs structurels « macro » et les acteurs « micro ». À ce titre, la famille joue un rôle central.

L'approche des réseaux est également à la base du modèle de Douglas Massey (1990) sur la causalité cumulative. En effet, la notion de réseau constitue un élément de la structure sociale à partir duquel Massey établit un lien entre le réseau et l'effet de rétroaction sur la migration. Après un certain temps, à travers un processus de causalité circulaire et cumulative, la migration s'auto-entretient. L'existence des réseaux aboutit à constituer un capital social, notion qui permet de comprendre pourquoi et comment l'appartenance à des réseaux augmente les probabilités de migrer. Grâce aux ressources des réseaux, les coûts et les risques diminuent et les bénéfices de la migration

Les migrations estudiantines algériennes et le rôle des parents

augmentent (Palloni et al., 2001 ; Mouhoud et Oudinet, 2004 ; Victor Piché, 2013).

Selon C. Arab (2009), si migrer peut être considéré comme un acte individuel, devenir émigrant est un processus social. Migrer nécessite un savoir-migrer qui s'appuie sur le fait de s'insérer dans de nouveaux réseaux sociaux migratoires. Monica SCHLOBACH (2019) parle de statut migratoire, d'après lui : « Ce statut s'acquiert progressivement en fonction des contraintes de situation et de l'ensemble des liens sociaux dans lesquels le futur migrant est encastré ». En effet, le processus de migration commence dans la société de départ, de ce fait beaucoup de paramètres rentrent en jeu et nous ne pouvons pas emprisonner le phénomène migratoire dans une seule approche. Des facteurs macrosociologiques, d'autres structurels et contextuels font que le processus migratoire devient microsociologique et affaire de décisions familiales ou individuelles. Ainsi, comme le remarque Victor PICHE (2013) :

« Les nombreuses recherches empiriques, principalement à partir des années 1990, ont rendu caduques ces débats d'école et ont permis de constater que chaque théorie explique une partie du processus migratoire, certaines théories étant plus pertinentes selon la région ou l'époque historique considérées ».

Le rôle des parents et de la fratrie, c'est-à-dire du noyau familial en tant que première unité sociale intégratrice dans la décision d'émigrer de l'étudiant algérien est essentiel. De plus, celle-ci, mobilise ses réseaux pour faciliter, limiter les risques et réduire les coûts liés aux projets migratoires. En effet, d'après les résultats de notre enquête, ce sont les parents qui réfléchissent d'abord à l'émigration et influencent de la sorte leurs enfants à se préparer au départ. Ces projets sont planifiés très tôt, parfois même avant la naissance de l'enfant, beaucoup de couples en Algérie à l'approche de l'accouchement voyagent en France pour que leur enfant ait le droit à la nationalité française. En effet, d'après la réglementation française : « Les enfants nés après le 1er janvier 1963 se voient appliquer le double droit du sol, prévu par l'article 19-3 du code civil » (Jacky Deromedi, 2021). Alors que la réglementation régissant l'acquisition de nationalité française est complexe et que généralement d'autres critères doivent s'ajouter pour bénéficier de la nationalité française et les couples algériens ne sont pas toujours bien éclairés. Beaucoup d'autres stratégies sont adoptées par les parents et même à l'insu de l'enfant. Ces stratégies sont diverses, comme inscrire leurs enfants dans des établissements

privés, leurs payer des cours de langue étrangère, faire de l'épargne pour prévoir les dépenses liées au projet migratoire de leurs enfants ...etc. A leur tour, les enfants s'incorporent les idées et les projets des parents et développent ainsi des stratégies de contournement pour supplanter aux défaillances d'intégration et de cohésion sociales des institutions de l'état-nation. En effet, les projets migratoires des étudiants algériens visent à échapper aux carences de cohésion et d'intégration de la société algérienne. Nous pouvons dire que l'émigration estudiantine algérienne d'aujourd'hui, loin d'être des projets spontanés individuels des étudiants, ils sont des projets bien réfléchis de parents et de fratries. De plus, aussi loin d'être des projets d'études, ce sont des projets de vie. C'est ce qui relève des récits des étudiants et des parents questionnés entre novembre et décembre 2019. Au final, c'est la famille nucléaire qui est derrière les projets migratoires des enfants, ces derniers sont appréciés par les parents comme des projets de famille à long terme. Le projet d'étude à l'étranger est au final un projet pour l'avenir de l'enfant puis de la famille dans des lieux meilleurs.

La cohésion sociale

Le Conseil de l'Europe définit la cohésion sociale comme : « la capacité d'une société à assurer le bien-être de tous ses membres, à minimiser les disparités et à éviter la polarisation » (Conseil de L'Europe, 2004). La cohésion sociale établit un lien de cause à effet entre les mécanismes d'intégration et de protection et le sentiment d'appartenance des individus à la société. Donc, étant donné son rôle de creuset de l'intégration et de la cohésion, l'université devrait bénéficier d'une politique de l'état qui soit à la hauteur de ces attentes importantes pour l'harmonie sociale. L'importance des institutions sociales qui structurent une communauté et des relations sociales qui tissent la société sur la rétention de populations et la diminution du phénomène d'émigration est déjà étudié par les sociologues. En effet, les recherches ont démontré l'influence des structures sociales sur les actes des individus et leurs comportements. Les actes des individus sont influencés par les caractéristiques des localités dans lesquelles ils vivent (Entwisle, Casterline et sayed, 1989 ; Young, 1999). Les sociétés tiennent par leurs structures et par la nature des relations sociales entre les individus et entre eux et entre ces derniers avec les institutions de l'état. Si l'on caractérisait la société algérienne par l'intégration et la cohésion sociales, nous aurons beaucoup de chose à dire en particulier dans ce contexte actuel de « hirak » ou mouvement populaire

inédit de contestation du pouvoir en place dans le pays et réclamant une nouvelle république. Concernant l'intégration sociale, qui renvoie aux structures, comme la distribution objective des positions sociales, égalités sociales et scolaires, taux d'emploi, transferts sociaux, niveau des élèves. La cohésion définit les attitudes, les valeurs et les dispositions favorables à la coopération, à la confiance et à la tolérance qui forment notamment, ce qu'on appelle la confiance et le capital social (François Dubet, Marie Duru-Bellat et Antoine Véréout. 2010). En Algérie, la confiance est rompue, la société est en manque de cohésion et d'intégration sociale, en particulier depuis l'affaire de corruption internationale qui a touché les géants pétroliers Sonatrach et Saipem en 2013. Puis les sommes astronomiques qui ont été détournées et les biens immobiliers acquis à travers le monde avec les deniers publics, depuis le règne de Bouteflika et qui ont été révélées au grand public depuis 2019. De plus, l'Algérie pays riche en ressources naturelles adopterait souvent la politique du social (subventions des produits et distribution des logements ...etc.), pour stabiliser et pour acheter la paix sociale. Aujourd'hui, avec la crise le pays est en manque de ressources et donc, la politique de « l'achat de la paix » est mise à mal. L'État avec ses dispositifs d'assistance ou de duperie pour maintenir la société dans son unité et pour compenser les inégalités sociales et remmailler les dysfonctionnements flagrants, est décrié par tous les algériens. L'éveil du peuple en particulier de la catégorie des jeunes qui n'ont pas vécu les premières années de l'indépendance, et donc, ne croient pas au « nationalisme » ni aux slogans idéologiques tant instrumentalisés pour berner la population. L'Algérie n'échappe pas à ce que R. Castel (1988) décrit comme : « Crise plus générale qui touche aujourd'hui tous les secteurs où l'État intervient sur la société ».

En ce qui concerne le système éducatif qui devrait avoir comme rôle d'assurer la cohésion sociale et de fixer les bases du développement authentique durable, l'Algérie ne lui pas accordé une politique cohérente à long terme. L'éducation et l'enseignement supérieur en Algérie ont atteint des objectifs quantitatifs appréciables, avec l'explosion démographique les algériens ont bénéficié de la scolarité gratuite et beaucoup ont obtenu des diplômes universitaires. Par contre en ce qui concerne la cohérence d'ensemble, le système d'enseignement algérien n'est pas en adéquation avec le secteur économie nationale global. Il est géré par et pour l'état et répond aux questions des effectifs au jour le jour, sans vision globale de long terme.

L'économie algérienne basée sur la rente fait que l'importance n'est pas donnée au système éducatif et universitaire, qui ne s'auto-renouvelle pas et n'assure pas la production et le cumul du capital humain national. Ces secteurs sont constamment critiqués par tous les partenaires sociaux, même si en termes des effectifs et des chiffres l'Algérie a atteint des niveaux record. Cependant, en ce qui concerne la constitution d'un stock de capital humain de qualité, l'Algérie enregistre un énorme retard, sachant que le développement durable s'appuie d'abord sur le capital humain et non pas sur des ressources extractives.

L'éducation et la famille comme instances de socialisation

Aujourd'hui, on parle de socialisation scolaire et de socialisation familiale, on peut dire avec A. Barrère et N. Sembel (1998) que c'est : « par le processus de socialisation que l'école et la famille permettent, par leur action complémentaire, l'intégration des élèves dans la société en leur faisant assimiler les valeurs et les grands principes ainsi que les normes de comportement socialement acceptées ». Mais, la famille est l'instance de socialisation la plus déterminante, puisqu'elle est chronologiquement la première qui accueille l'enfant et les premiers modèles pour les enfants restent les parents. En effet, la cellule de base au sein de laquelle l'enfant fait ses premiers pas est la famille, de ce fait l'enfant suit les pas des parents.

La cellule familiale est le premier lieu d'éducation des enfants, et le lien entre l'école et la famille et un lien de complémentarité. C'est souvent la famille qui choisit pour les enfants les établissements, les filières et parfois même leurs compagnons. C'est la famille aussi qui assure les conditions nécessaires pour les apprentissages des enfants et qui les suit tout au long de leurs parcours. Donc, le rôle de la famille dans la socialisation et l'avenir des enfants est décisif ; les parents continuent d'influencer sur les jeunes même au-delà de l'enfance, parfois ils les guident tout au long de leur vie. Cela, en particulier dans des contextes où il y a un manque de cohésion et de capital social, les parents leurs sert d'appui, référence et de guidage. En Algérie où la société n'offre plus de structures d'intégration et d'accompagnement (loisirs, associations, religion, travail, logement...etc.), la famille reste souvent le groupe auquel l'individu se sent le plus lié. Même au passage à l'âge adulte, cela se traduit souvent par des comportements identiques ; d'autant plus qu'en Algérie même après le mariage le couple reste sous le toit familial pour une très longue durée en raison du manque d'autonomie matérielle. Si

Les migrations estudiantines algériennes et le rôle des parents

l'enfance est entendue suivant la Convention Internationale des droits de l'enfant comme la période de la vie allant de 0 à 18 ans, dans certains contextes elle peut être prolongée au-delà de 24 ans. Dans le cas de l'Algérie souvent les enfants restent dans le domicile familial, parfois toute la vie. La société n'offre pas d'autres alternatives pour qu'un jeune atteigne son autonomie sociale ; et c'est courant de trouver en Algérie trois, quatre familles sous un même toit et parfois même plus.

Le rôle de l'éducation

Pour Bourdieu, la société est régie par un mode de production à composante scolaire ; la valeur d'une famille est définie par le montant du capital scolaire détenu par l'ensemble des membres. Or, c'est l'école qui assure la certification, les diplômes selon les critères qui lui sont propres. Ainsi, « la dépendance des familles vis-à-vis de l'école est forte et aucun milieu n'échappe aujourd'hui à l'emprise de cette institution qui délivre des titres » (Jacques Liesenborghs, 2008). Cependant, il y a des différences de socialisation, « en fonction des origines familiales des élèves et des logiques de sélection scolaire traversant l'école » (Barrère Anne, Sembel Nicolas, 1998). L'éducation et la famille sont des instances de socialisation et leurs rôles évoluent et se renforcent dans la société de savoir mondiale d'aujourd'hui. Cependant, dans certains contextes non-pénétrés par les progrès de la mondialisation, ces instances n'assument pas toujours de façon satisfaisante ces rôles. Aussi, comme le fait remarquer M. Cusson (1989) : « *La motivation à tenir compte des attentes d'autrui et à respecter les normes auxquelles il est attaché découle d'abord de la qualité, de la fréquence et de la stabilité des rapports qui lient les êtres humains.* »

L'étude quantitative de 2019

Nous avons questionné en novembre 2019 plusieurs étudiants des écoles supérieures des filières sciences et technologies. Nous avons traités 206 questionnaires exploitables.

Répartition par genre : Sur les 206 il y avait 109 garçons et 97 filles.

Les attitudes des étudiants par rapport à l'émigration

73 garçons disaient être favorables à l'émigration et seulement 08 contre ; quant aux filles, 67 se prononçaient en faveur de l'émigration et 07 seulement

contre. Au total, **140** des étudiants disaient être pour l'émigration et seulement 15 contre. Par ailleurs, **54** des étudiants ne s'étaient pas prononcés. L'âge de ces étudiants répondants varie entre 16 et 22 ans mais 90°/° entre 17 et 21 ans.

Pour les situations familiales une seule fille mariée depuis le commencement de nos recherches, sinon les répondants sont célibataires.

Le travail des parents

92 étudiants sur 206 sont issus des parents de la catégorie : Cadres, activités commerciales et enseignants ou éducateurs. Soit **44.66%** de l'ensemble des répondants.

Pour le travail de la mère lors de notre enquête en 2020 tous les étudiants ont répondu ne travaille pas ou n'ont pas donné carrément de réponse. Il faut dire qu'en Algérie c'est presque tabou de parler de sa mère ou de sa femme. D'ailleurs, on n'utilise même pas les prénoms des épouses et des mères, les jeunes préfèrent appeler leurs mères « *laadjouz* » qui veut dire « la vieille ». Cela est pareil pour l'épouse.

Les réseaux sociaux

Le terme de réseau est polysémique, il s'agit d'une diversité de liens sociaux, ces liens sont plus ou moins denses et permettent la circulation des informations et des entre-aides et des échanges. Le réseau social est un ensemble d'acteurs reliés par des interactions sociales qui peuvent être de différentes natures et utiliser différents supports. Sabrina Marchandise, (2014) précise que : « La fécondité d'une approche géographique du réseau tient en particulier au fait qu'il permet la compréhension de ce qui lie des individus au sein d'un espace de proximité ou d'un espace distancié, mais aussi de dénouer les liens réciproques entre mobilité et réseaux ». Lorsque l'on parle du réseau dans le contexte des migrations on se réfère généralement au capital social. P. Bourdieu (1980) avait défini le capital social comme « l'ensemble des ressources actuelles ou potentielles qui sont liées à la possession d'un réseau durable de relations plus ou moins institutionnalisées d'interconnaissance et d'inter-reconnaissance ou en d'autre termes à l'appartenance à un groupe, comme ensemble d'agents qui ne sont pas seulement dotés de propriétés communes (...), mais sont aussi unis par des liaisons permanentes et utiles ».

Pour la question : Avez-vous des membres de votre famille qui vivent à l'étranger ?

Les migrations estudiantines algériennes et le rôle des parents

Sur le total des étudiants 206 (Garçons = 109 + Fille = 97), **83** ont répondu : oui, soit **40.30°/°** des répondants.

Pays de choix

22°/° des répondants ont la France comme 1^{er} choix. Il est à noter que l'année 2019 comme nous l'avons expliqué précédemment, beaucoup d'étudiants n'ont pas donné leurs avis. D'autres ont carrément écrit : l'Europe. Malgré les difficultés que rencontrent les étudiants Algériens, pour s'inscrire dans les établissements d'enseignement supérieur français et pour rentrer sur le territoire Français et malgré la précarité dans laquelle ils y vivent lorsqu'ils y arrivent, rien ne démotive ces étudiants à tenter tous les moyens pour décrocher une place pédagogique en France. Cet engouement des étudiants algériens à émigrer en France pourrait être expliqué par plusieurs raisons : historiques, géographiques, politiques, économiques, sociales et culturelles...etc. En somme, des facteurs « pull » exogènes et d'autres « push » endogènes sont à l'origine de ces migrations vers la France. Pour paraphraser A. Sayad, nous dirons que réfléchir l'émigration d'abord revient à interroger l'état algérien ; puis : « Réfléchir l'immigration revient au fond à interroger l'État, à interroger ses fondements, à interroger ses mécanismes internes de structuration et de fonctionnement ; (...) c'est-à-dire à rappeler les conditions sociales et historiques de sa genèse » (A. Sayad, 1999).

Traitement des discours

Le 1^{er} choix France

La majorité des étudiants filles et garçons ont répondu qu'ils désiraient aller en France pour faire des études. Certains, ont précisé qu'ils avaient déjà entamé leurs démarches, et d'autres ont précisé qu'ils allaient partir une fois qu'ils auraient leurs diplômes de graduation en poche. Les raisons qu'ils ont données pour le choix de la France, la majorité ont avancé le fait qu'ils avaient de la famille ou des proches déjà installés en France. Ils ont aussi expliqué ce choix par le fait que les études en France ressemblent aux études ici en Algérie et ils ont donné des exemples de leurs amis, frères ou cousins qui font leurs études dans les universités françaises et se débrouillent bien. Certains étudiants ont donné des détails par rapport aux procédures d'inscription dans les établissements d'enseignement supérieurs en France, en mentionnant le

montant des frais d'inscription qui ne sont pas très élevés par rapport aux autres pays du Nord. Ils expliquent aussi, que les résidences du Crous sont à leur portée et permettent une vie pratique avec beaucoup de facilitations pour bien étudier. D'autres étudiants ont expliqué leurs choix, par le fait qu'en France les étudiants peuvent avoir un travail étudiant qui leur permet de devenir autonome et aussi d'acquérir une expérience de travail. Certains étudiants ont expliqué leur choix par le fait que l'enseignement supérieur en France est de haute qualité et que la France possède des traditions très anciennes dans l'enseignement et de recherche scientifique et ses diplômes sont reconnus à l'international.

La majorité des étudiants aussi ont donné comme explication de leur choix, la langue française qui est leur langue des études et donc, ils ne trouveront pas de difficultés à s'adapter et à suivre leurs études. En plus des liens historiques, de la proximité géographique et des accords de coopération entre l'Algérie et la France.

On a remarqué lors de nos analyses des discours des étudiants que les étudiants qui veulent ou qui projettent d'aller en France ont des familles installées en France et possèdent déjà un capital migratoire.

...« C'est une bonne chose que de partir. Moi je compte aller en France, c'est un pays développé qui a beaucoup d'universités. Un diplôme d'une université française a une grande valeur. Beaucoup d'algériens sont en France, ils ne reviennent pas car ils vivent mieux là-bas qu'ici. Dans mon entourage j'ai beaucoup de membres de ma famille qui sont en France et m'encouragent à y aller. Mais je vais y aller après avoir obtenu mon diplôme d'ingénieur ici »...
M. Abderahmane.

...« La France me paraît particulièrement attractive pour concrétiser mon projet d'étudier à l'étranger. La politique adaptée pour accueillir les étudiants étrangers, la qualité des formations et des enseignements qu'il offre, ainsi que la renommée des diplômes attribués en sont les principales raisons qui m'orientent vers la France. Mais pas seules, il ya aussi, la langue française qui m'est accessible et puis la France est la destination numéro1 des algériens donc, ça me facilitera mon adaptation qu'exige l'installation dans un pays étranger et diminuera le déracinement que je pourrais éprouver » ...A. Massinissa.

...« Les étudiants choisissent la France parce que les études là-bas ne sont pas chères par rapport aux autres pays européens »... S. Mouad.

Les migrations estudiantines algériennes et le rôle des parents

....« Je vais en France parce qu'elle permet aux étudiants de travailler au même temps de suivre les études »... Lidia.

.... « Les étudiants vont en France parce qu'ils ont des familles et des amis là-bas »... Omar

....« En France les universités sont publiques et les frais d'inscription varient entre 200 et 300 euros. Aussi, l'étudiant a le droit de travailler 20h par semaine à partir de 10euros l'heure. Pour l'hébergement, il y a le Crous »...Islam.

....« J'ai des connaissances dans mon entourage qui sont partis en France et maintenant ils sont devenus des experts dans leurs domaines »...Marya

....« Les étudiants vont en France parce qu'ils maîtrisent plus ou moins la langue française »...

....« On va en France parce que c'est le seul pays avec qui l'Algérie a signé de conventions dans l'enseignement supérieur »...Massi

.... « La qualité de la formation, la formation académique reçue en France est mondialement reconnue, autrement dit si vous avez un diplôme français et que vous allez en Angleterre, votre diplôme garde sa même valeur, tandis que les diplômes algériens nécessitent souvent une équivalence. A mentionner aussi que le classement mondial des universités appuie beaucoup ce fait là, la faculté de médecine d'Alger (Ziania) est classée plus de 6600 à l'échelle mondiale, tandis que l'UPMC (université Pierre et Marie Curie) de France de médecine en France est classée 36ème mondialement »...R. Adel

Les facteurs d'appréhension

Pour les facteurs d'appréhension les étudiants ont relevé les problèmes administratifs liés à l'obtention de visa. Les démarches sont très compliquées pour eux. Beaucoup d'étudiants ont déjà vécu l'expérience difficile et pour certains traumatisantes. Ils ont expliqué que les agents chargés de recevoir les étudiants pour les dépôts de leurs dossiers sont des jeunes algériens frustrés eux-mêmes et qui traitent leurs concitoyens avec du mépris et « il suffit de ne pas sourire qu'on te pose des problèmes ». D'autres ont relevé qu'ils font même des insinuations pour vous soustraire des sommes d'argent ou des services à leur rendre, même si les caméras les surveillent, ils arrivent à user des tactiques.

La majorité ont relevé les contraintes financières, pour beaucoup le projet de migration nécessite beaucoup d'argent et de sacrifices.

.... « Prenons comme exemple la France, les prix des études ont été enregistrés pour l'année scolaire 2016-2017 comme il suit : 184€ la licence, 256€ le master, 391€ le doctorat, 610€ pour les diplômes d'ingénieurs, pour des spécialités que l'on peut faire gratuitement dans des universités locales ou écoles supérieures, à ajouter qu'il faut prévoir entre 700 et 1000€ par mois comme budget de vie mensuel entre le logement, les transports... etc. » ...Nawel

Projet migratoire un projet par et pour les parents

L'enfant comme objet d'affection et d'ambition

Dans les sociétés de savoir d'aujourd'hui, les études supérieures ont un rôle important dans le développement individuel et social et dans la mobilité sociale. Les familles de nos jours comptent beaucoup sur les diplômés pour maintenir leurs positions et pour augmenter leurs capitaux culturels. C'est ainsi que les jeunes acquièrent des habitus de famille, l'*habitus* « comme système de dispositions à la pratique » (Bourdieu Pierre, 1986). Les habitus relèvent de schèmes de perception (manières de percevoir le monde), d'appréciation (manières de le juger) et d'action (manières de s'y comporter) hérités puis mis en œuvre par les individus (Jourdain, A. et Naulin, S., 2011). Il se traduit par des pratiques, des comportements et des représentations propres à sa classe sociale d'appartenance, son sexe, sa culture. De nos jours, l'espace familial se limite à la famille nucléaire composée de deux conjoints et de leurs enfants. Dans ce resserrement du cercle familial, l'attention des parents est centrée sur l'épanouissement de l'enfant. De plus, les relations entre parents et enfants sont plus sentimentales, ainsi l'intimité de la famille est préservée, elle se replie largement sur l'enfant. Selon de François SINGLY (1993), la famille est devenue de plus en plus un espace dans lequel les individus pensent protéger leur individualité :

« Elle s'est construite progressivement comme un espace « privé » où les membres de la famille ont eu de plus en plus d'intérêt à être ensemble, à partager une intimité, [...]. Cette séparation progressive de l'espace public et de l'espace privé va de pair avec l'augmentation du poids de l'affectif dans la régulation des rapports intrafamiliaux ».

Les migrations estudiantines algériennes et le rôle des parents

Ces relations basées sur les sentiments et l'épanouissement se conjuguent avec l'avenir des enfants, auxquels les parents consacrent leurs énergies et leurs investissements. Assurer un avenir rayonnant à ses enfants veut dire améliorer leurs capitaux et en particulier leur assurer des niveaux d'études plus hauts. Ainsi, l'enseignement supérieur est devenu objet de stratégies familiales, selon Pierre Bourdieu (1979) :

« Les stratégies de reproduction, ensemble de pratiques phénoménalement très différentes par lesquelles les individus ou les familles tendent, inconsciemment et consciemment, à conserver ou à augmenter leur patrimoine et, corrélativement, à maintenir ou améliorer leur position dans la structure des rapports de classe ».

Pour P. Ariès (1973), la famille moderne ne se définit pas exclusivement par l'augmentation du sentiment familial, mais elle repose aussi sur les préoccupations éducatives. En effet, l'enfant peut être objet à la fois d'affection et d'ambition. Anastasios GRIGORAKIS, (2014, p.57) pense que :

« La famille peut ainsi être à la fois centrée autour de l'enfant et de son épanouissement personnel et construire des plans d'action collective pour assurer sa reproduction à une portée intergénérationnelle reliant l'intérêt individuel à l'intérêt familial ».

La responsabilité des parents consiste à aider les enfants à révéler leurs talents cachés et à développer librement leur individualité (Singly F. de, 1996). En effet, de nos jours, la réussite est le fruit des stratégies habiles des parents (Philippe Meirieu et al., 2000).

Quelques extraits des discours de nos répondants

Le témoignage des parents

1^{er} témoignage : ...« Mes enfants, ils sont tous à l'étranger. Moi je me vante d'avoir des enfants qui sont à l'étranger. C'est le cas de tous les parents, c'est une fierté de dire que mon fils ou ma fille étudie à l'étranger »...Mokrane plus de 65 ans enseignant universitaire à la retraite.

2^{ème} témoignage : ...« Je pense que dans la vie les enfants c'est très important. On doit se sacrifier pour le futur de nos enfants. Envoyer son enfant pour étudier à

l'étranger pour moi, c'est un investissement. Vous savez bien que notre pays n'offre pas de chance de se réaliser à nos jeunes. Donc, c'est aux parents de voir comment assurer l'avenir de leurs enfants. En tout cas c'est notre devoir de les soutenir »... Khadija 61 ans enseignante universitaire.

Nous ne pouvons pas dans cet espace rapporter tous les témoignages, mais nous avons remarqué que les parents sont prêts à faire tout ce qui est de leur possible d'envoyer leurs enfants pour étudier à l'étranger. Pour la majorité, la France est le pays qui convient mieux pour les l'émigration de leurs enfants, car il y a la communauté algérienne là-bas et ils ne se sentiront pas dépaysés. Nous avons remarqué aussi, d'après les réponses des répondants qu'avoir un membre de la famille dans un pays étranger développé constitue un prestige. Pour les parents, ils se vantent d'avoir des enfants qui sont installés dans un pays du Nord. Pour certains, ils disent que c'est un enrichissement sur tous les plans, ils disent même que cela permet de voyager et d'avoir l'esprit ouvert sur le monde.

Le témoignage des enfants

3^{ème} témoignage : ...« Ma mère me dit souvent que je suis son espoir, d'ailleurs c'est elle qui m'a choisi le prénom. Elle a préféré me nommer « Amel » qui veut dire « espoir » car je suis tout son espoir. Elle s'est mariée à l'âge de 38 ans à cause des études, elle ne pensait pas avoir des enfants. Lorsque je suis née c'était pour elle une porte vers le bonheur, elle a arrêté tous ses projets pour se concentrer sur moi. Elle m'a donné une meilleure éducation et elle me répète toujours que ma naissance dans la société algérienne est erreur, car lorsqu'elle s'est mariée elle avait pour projet de s'installer en France car elle s'y rendait souvent. D'ailleurs, ses problèmes avec mon père étaient à cause de cela. Mon père avait une mentalité algérienne car ses parents ont une emprise sur lui, pour eux une femme quelque soit son niveau des études reste une femme. C'est-à-dire sa mission principale, c'est de procréer et de servir son mari et sa famille. Ma mère, elle a une autre culture « moderne », elle me dit souvent que vivre dans une société comme la nôtre c'est du gâchis. Elle souhaite pour moi une vie meilleure et un destin accompli, mais elle me dit qu'il faut beaucoup investir dans les études car dans les sociétés développées, il y a que les études très poussées qui pourront sauver un citoyen étranger »... Amel 18 ans.

4^{ème} témoignage : ...« Ma mère a obtenu une licence de langue italienne à l'âge de 24 ans, comme elle n'a pas trouvé de travail elle a préparé une licence

Les migrations estudiantines algériennes et le rôle des parents

d'interprétariat. Puis, elle a bénéficié d'un stage en Italie. Elle y était restée pendant 11 ans, elle a rencontré mon père et elle a eu des enfants. Puis mes parents ont décidé de rentrer au pays pour monter un commerce. Ils ont ouvert un bureau de traduction. Mais, mes parents veulent retourner à l'étranger car ici en Algérie ce n'est pas uniquement l'argent ou le travail qui fait défaut. Même lorsqu'on travaille et on gagne bien sa vie, on ne vit pas. C'est tout l'environnement qui est pourri. Mon père dit que les algériens, sont entrain d'attraper des maladies, les nouveaux malades déclarés ne cessent d'augmenter. Il a peur pour moi et mes deux frères »... Nouha 17ans.

5^{ème} témoignage :« Ma sœur est en France depuis trois ans, mes parents l'ont aidée pour s'inscrire en biologie après ils lui ont acheté un studio. Cela leur a couté très cher, mais ils savent que je vais la rejoindre tôt ou tard. Maintenant, on me paye des cours pour décrocher le DELF et puis j'irai étudier en France. Ce sera plus facile pour moi car ma sœur va me soutenir et je n'aurai pas de problème d'hébergement »... Sidali 18 ans.

6^{ème} témoignage : ...« Cela fait une année depuis que je me suis inscrite en doctorat au département de culture berbère à Aix-En-Provence. Je vous avoue que cela n'a pas été facile pour moi, je reconnais que si ce n'était pas mon père, toute seule je n'aurai rien fait. Mon père active beaucoup pour le mouvement de la culture amazigh, il assiste à tout ce qui se passe pour la promotion de la culture berbère même s'il pète un voyage loin, il ne lésine pas sur les moyens. Il a cela dans le sang, il nous dit qu'il faudrait qu'il y ait des gens qui travaillent pour notre culture sinon on sera déracinés. Vous savez mon prénom c'est tiré de notre histoire, il me l'a choisi pour que je n'oublierai pas mes origines »... Massissilia 28 ans.

7^{ème} témoignage :... « J'ai étudié en France, j'ai obtenu un diplôme d'économie, j'allais intégrer une équipe de recherche et rester en France. Puis une occasion s'est présentée pour moi et je me suis rendu au CANADA où je travaille dans une école privée. Mon Directeur est comme un ami, il me dit que les jeunes algériennes sont des travailleurs et sont des gens de confiance. Je l'ai même invité pour une semaine en Kabylie, il a adoré. Ce qui ne me plaît pas au Canada, c'est l'éloignement. J'ai quitté mon village à cause de mes parents pour les faire sortir de la pauvreté et maintenant je vais rentrer au village aussi à cause d'eux. Ils commencent à vieillir et je ne pourrais plus rester loin d'eux, c'est mon devoir d'être à leur côté et de les protéger. Mon Directeur va m'aider à monter un commerce en Kabylie »..._Moussa 32 ans.

Discussion

La jeunesse est ce moment privilégié pour l'analyste durant lequel les ambitions sociales encore flottantes se définissent progressivement pour s'adapter à la condition objective d'une position (Olivier GALLAND, 1990). La post-adolescence et un âge critique, en particulier en Algérie où la société n'offre pas de structures de et d'occasions pour atteindre l'autonomie et entrer dans l'âge adulte. De plus le travail qui est un moyen d'insertion et d'accomplissement est manquant en Algérie dans le contexte actuel d'économie non-diversifiée et basée exclusivement sur la rente pétrolière. En effet, la baisse des offres d'emploi, le dysfonctionnement socio-structurel, le manque de coordination entre le secteur d'enseignement supérieur et le secteur économique ...etc., font que les diplômés de l'université vivent le chômage ou le sous-emploi. Ainsi, l'inflation des diplômés et la dévaluation des titres universitaires font que les parents se mobilisent pour contourner les difficultés de mobilité sociale. Les ambitions scolaires et sociales ne sont pas en cohérence avec les structures des positions disponibles de ce fait, les frustrations s'atténuent par des études à l'étranger. En effet, en Algérie depuis l'indépendance en 1962, la mobilité sociale se faisait grâce aux études et cela, jusqu'aux années 1990. Les diplômés universitaires avaient une représentation positive parmi la population algérienne et les attentes envers le système d'enseignement supérieur pour se construire socialement ne s'achèvent pas en particulier du côté des parents. Ces derniers qui avaient acquis leurs statuts sociaux par l'intermédiaire des études, gardent toujours les mêmes stratégies scolaires pour leurs enfants. Néanmoins, dans le contexte actuel, cette ascension par les études est rendue difficile par la dévaluation des diplômés causée par l'inflation des diplômés. De ce fait, les études à l'étranger dans les pays développés feront la différence et c'est l'alternative face au manque d'enseignement diversifié et de qualité en Algérie. De plus, « les perspectives de carrières sont plus grandes une fois en poche un diplôme étranger puisque l'on pourra alors soit travailler dans son propre pays, soit rester dans celui où on aura fait ses études, soit encore se rendre dans un tiers pays en travaillant pour une entreprise multinationale (Walo Hutmacher, 2005).

Les étudiants qui ont participé à notre enquête, ont presque à l'unanimité mentionné les problèmes liés à l'injustice sociale, au manque de considération et à la marginalisation. Par exemple, beaucoup d'étudiant ont fait référence au chômage des diplômés et au piston lors des recrutements, ils disent : « en

Algérie, c'est ceux que tu connais qui compte et non pas ce que tu connais ». D'autres ont dit que vivre l'injustice et la marginalisation dans un pays étranger, c'est supportable, mais dans son pays c'est intolérable ; « l'histoire récente peut témoigner des ravages induits par l'inactivité : marginalisation, perte d'estime de soi, perte de repères, etc.) (Blanchard, 2005 ; Gautié, 2009).

En outre, les mobilités étudiantes dans le cadre de l'enseignement supérieur internationalisé sont encouragées et institutionnalisées. De ce fait, elles sont valorisées, beaucoup de répondants ont relevé le désir d'enrichissement, d'autodétermination et d'accomplissement personnel. Comme le relève Russo (2006), « la mobilité rencontre un fort consensus social. Portée par l'idéologie ambiante, elle s'investit de significations positives qui évoquent enrichissement personnel et ouverture socioculturelle ». Même si les migrations étudiantes du Sud vers le Nord ne bénéficient pas des mêmes avantages que les mobilités Nord-Nord et sont souvent limitées et contraintes, mais les étudiants et leurs parents font leurs possibles pour décrocher le un diplôme international sésame qui ouvre les horizons. En effet, beaucoup de sacrifices et énormément d'obstacles se dressent en face des migrants du Sud vers le Nord, cependant, le jeu en vaut la chandelle. Cicchielli (2008, p. 156) :

Ces nouveaux capitaux ne mettent pas le voyageur « à l'abri des difficultés du contact avec les réalités peu ou nullement familières », mais toute difficulté sera considérée comme une épreuve qui, une fois surmontée, augmentera le capital expérientiel de ce candidat au cosmopolitisme.

Conclusion:

Dans un registre plus culturel, la mondialisation entraîne aussi une recomposition des consciences, des identités, des citoyennetés et des sentiments d'appartenance. La mondialisation entraîne aussi le développement d'une conscience supra- ou internationale. En effet, « la diminution des contraintes spatiales et la prise de conscience du monde comme un tout entraînent une relativisation des points de référence individuels et nationaux » (Walo Hutmacher, 2005). Avec l'avancement de la mondialisation et devant l'inflation des diplômes, les étudiants algériens armés de niveau d'instruction leur permettant d'accéder à ce qui se passe dans le monde, ont trouvé des alternatives d'espoir, c'est : « devenir international ou local à l'international ». Ces dernières années, le capital migratoire « s'est imposé dans l'imaginaire social à la fois comme une marque de modernité

cosmopolite, un attribut de distinction, et un passeport potentiel vers l'élite » (Cécile Van De Velde, 2017). Les étudiants algériens ne sont pas en écart de cette internationalisation, ils aspirent à se distinguer et à contourner les hiérarchies préétablies au niveau local. La société algérienne actuellement frôle l'anomie, le sentiment d'appartenance et la confiance sociale se sont détériorés. C'est ainsi que les parents prennent les reines pour sauver leurs enfants, ils se débrouillent comme ils peuvent pour éviter à leurs progéniture de se verser dans les fléaux sociaux ou de mourir à petit feu.

Nous concluons avec ces propos : Jean-Paul Sartre (1972), « La jeunesse piégée » :

« Les étudiants, à peine se mettent-ils au travail, constatent, d'une part, que l'enseignement octroyé a pour but exclusif de former des cadres en fonction des exigences de l'industrie privée et, d'autre part, que, sous sa forme actuelle, il n'est même pas capable de remplir cette fonction ».

Dans le contexte algérien cette industrie n'existe même pas et donc, c'est aux jeunes d'aller chercher en dehors des frontières où se réaliser.

Bibliographie

1. Arab, C. 2009. « Circulants marocains en réseau. La diversité des itinéraires et des routes migratoires ». Dans : G. Cortès et L. Faret (dir.), *Les circulations transnationales. Lire les turbulences migratoires contemporaines*. Paris, Armand Colin, p. 73-89.
2. Ariès Ph. 1973. *L'Enfant et la vie familiale sous l'Ancien Régime*. Paris, Éditions du Seuil (nouvelle édition, 1re éd. 1960).
3. Baleisan Carolina Pinto et Van De Velde Cécile. 2017. *Migrations étudiantes Sud-Américaine. Trajectoires sociales et bifurcations biographiques*. Observatoire national de la vie étudiante (OVE). La documentation française. Vol : 164 pages.
4. Barrère Anne, Sembel Nicolas. 1998. *Sociologie de l'éducation*, Nathan, Paris. p. 23.
5. Bénédicte Aldebert. 2014. *Quelle place pour les méthodes mixtes dans la recherche francophone en management?*
<https://www.erudit.org/revue/mi/2014>.
6. Bourdieu Pierre. 1986. « Habitus, code et codification ». In: *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 64, septembre. De quel droit ? pp. 40-44. https://www.persee.fr/doc/arss_0335-5.

7. Bourdieu Pierre. 1979. *La distinction. Critique sociale du jugement*. Paris, Éd. de Minuit, p. 145.
8. Bourdieu Pierre. 1980. « Le capital social ». In: *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 31, janvier 1980. pp. 2-3; <https://www.persee.fr/doc/arss-033>.
9. Castel, R. 1988. « De l'intégration sociale à l'éclatement du social : l'émergence, l'apogée et le départ à la retraite du contrôle social ». *Revue internationale d'action communautaire*, (20), 67-78. <https://doi.org/10.7202/1034112ar>.
10. Charmes Jacques et Babes Mohamed Seghir. 2016. *Quelle place pour les jeunes dans la perspective du développement humain durable en Algérie ?* Réalisé en Coopération avec le PNUD. Comité d'orientation Mohamed Seghir Babes : Président du CNES. Expert PNUD : Jacques Charmes. Conception et Impression ANEP Rouïba.
11. Conseil National Economique et Social (CNES). Rapport National sur le Développement Humain 2013-2015.
12. Cusson Maurice. 1989. *Croissance et décroissance du crime*. Paris, PUF.
13. De Singly François. 1993. *Sociologie de la famille contemporaine*, collection 128, éditions Nathan, Paris.
14. Dubet François, Duru-Bellat Marie et Vérétoùt Antoine. 2010. *Les Sociétés et leur école. Emprise du diplôme et cohésion sociale*. Les éditions le Seuil, 2010.
15. Deromedi Jacky. 2021. *Nationalité des enfants nés en France d'originaires d'Algérie de statut civil de droit local*. 15e législature. <https://www.senat.fr/questions/base/2020/qSEQ200516004.html>.
16. Galland Olivier. 1990. *Un nouvel âge de la vie*. Dans : « Revue française de sociologie », 1990, 31-4. <https://www.persee.fr/doc/rfsoc>.
17. Giddens A., 2006, *La transformation de l'intimité : sexualité, amour et érotisme dans les sociétés modernes*, Paris, Hachette.
18. Grigorakis Anastasios, 2014. *Les stratégies familiales dans la reproduction et la transformation sociale dans la Grèce d'après-guerre*. Thèse de doctorat en anthropologie, dirigée par Kostas Vergopoulos, soutenue le 11 décembre 2014. Université Paris 8 - Vincennes-Saint-Denis. École Doctorale des Sciences Sociales.

19. Jourdain, A. & Naulin, S. 2011. « Héritage et transmission dans la sociologie de Pierre Bourdieu ». *Idées économiques et sociales*, 166, 6-14. <https://doi.org/10.3917/idee.166.0006>.
20. Gondard-Delcroix Claire. 2006. « La combinaison des analyses qualitative et quantitative pour une étude des dynamiques de pauvreté en milieu rural Malgache ». *Economies et finances*. Université Montesquieu - Bordeaux IV, 2006.
21. Hutmacher Walo. 2005. « Un phénomène majeur : la sociologie de l'éducation et de la formation face à la mondialisation ». *Enjeux éducatifs de la mondialisation. La sociologie de l'éducation à l'épreuve des changements sociaux*. « Enjeux éducatifs de la mondialisation » n° 16/2005/2 Éducation et Sociétés.
22. Labdelaoui Hocine. 1997. « La migration des étudiants algériens vers l'étranger : les effets pervers d'une gestion étatique », *Cahiers de l'Urmis*, 2-3| juin 1997. <http://journals.openedition.org/urmis/424>.
23. Lambert Sylvie. 1994. « La migration comme instrument de diversification intrafamiliale des risques. Application au cas de la Côte d'Ivoire ». Dans : *Revue d'économie du développement*, 2e année N°2, 1994. pp. 3-38; https://www.persee.fr/doc/recod_1245-4060_1994_num_2_2_899.
24. Liesenborghs Jacques. 2008. *Ecole : notre affaire à tous !*, Couleur livres, Bruxelles, 2008, p. 13.
25. Marchandise Sabrina. 2013. « Territoires éphémères. Les réseaux sociaux des étudiants marocains en mobilité internationale ». Géographie. Université de Montpellier 3, 2013.
26. Meirieu Philippe (dir.). 2000. *L'École et les parents: la grande explication*. Plon, 2000, 260 pages.
27. L'office national algérien des statistiques (ONS). 2019. Démographie algérienne 2019. N°890. <https://www.ons.dz/IMG/pdf/demographie2019.pdf>
28. Morse, J. M. 1991. *Approaches to qualitative-quantitative methodological triangulation*. *Nursing Research*, 40, 120-123. Dans : *L'utilisation des méthodes mixtes dans la recherche française en stratégie : constats et pistes d'amélioration*. www.strategie-aims.com.
29. Russo, C. 2006. *L'adaptation socioculturelle des étudiants étrangers à l'Université de Genève. Le rôle de la nationalité, du sexe et des capacités relationnelles*. Mémoire de DESS, Université de Genève.

Les migrations estudiantines algériennes et le rôle des parents

30. Sartre, Jean-Paul. 1972. « La jeunesse piégée ». Dans : in *Situations*, VIII, Paris, Gallimard, 1972, p. 244-245.
31. Sayad Abdelmalek. 1999. « Immigration et pensée d'État ». Dans : *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 129, septembre 1999. Délits d'immigration. pp. 5-14. <https://www.persee.fr/doc/arss>.
32. Schlobach Monica. 2019. « Les travailleurs temporaires étrangers au Québec. Quels avantages pour les travailleurs qualifiés ? ». *L'émigration en action. Activités, stratégies et contraintes d'un couple brésilien middling*. Article de la revue *Diversité urbaine*. Volume 19, 2019, p. 71-92. La mobilité des migrants Middling.
33. Singly F. de. 1996. *Le soi, le couple et la famille*. Paris, Nathan et Singly F. de, 1993.
34. Victor Piché (2016). *Les théories migratoires : vers un nouveau paradigme à la croisée de l'économie politique, du cosmopolitisme et des droits des migrants et des migrantes*. <https://lecercledeconomistes.fr/wp-content/uploads/2016/03/theoriesnouvelles.pdf>
35. Victor Piché (2013). « Les théories migratoires contemporaines au prisme des textes fondateurs ». *Population*, 68, 153-178. <https://doi.org/10.3917/popu.1301.0153>.